

« Femmes, vie, liberté » en Iran

Femmes, vie, liberté

**Ne laissons pas ce beau slogan devenir un lointain souvenir...
Manifestons concrètement et plus que jamais, notre solidarité.**

Empoisonnements de petites et jeunes filles, répression massive en Iran

23 mai 2023

Tandis que le mouvement « Femmes, vie, liberté » pour l’instauration d’un régime démocratique et laïc en Iran connaît une répression sanglante – plus de 200 exécutions depuis le début de l’année 2023 dont une soixantaine ces quinze derniers jours selon l’ONUⁱ sans compter les viols massifs dont les femmes sont les victimes –, le monde entier s’est ému ces derniers mois de l’empoisonnement massif d’écolières, de collégiennes et de lycéennes, au sein même de leurs établissements scolaires.

Ces attaques toxiques ont commencé en réalité à la fin du mois de novembre 2022 lorsque 18 petites filles scolarisées dans la même école primaire de la ville de Qom, dans le sud du pays, ont été hospitalisées à la suite de malaises et vertiges simultanés. Il est apparu qu’elles avaient été victimes d’empoisonnement sans que la nature de l’intoxication soit clairement établie. Puis ces empoisonnements se sont propagés dans des écoles primaires, collèges et lycées à travers le pays, visant exclusivement et systématiquement les filles. Certaines évoquent une odeur de gaz, d’autres de mandarine ou de poisson pourri... Les symptômes sont toujours les mêmes : malaises, vertiges, nausées, maux de tête, douleurs à la poitrine, membres engourdis... avec parfois de lourdes conséquences : certaines jeunes filles n’ont toujours pas retrouvé leur santé, plusieurs mois après.

Face à l’inquiétude des familles de ces jeunes filles et aux plaintes qu’elles ont déposées, le gouvernement iranien a été contraint d’ouvrir une enquête le 26 février 2023. Selon ses propres chiffres, communiqués début mars à la suite d’une intervention de l’ONU réclamant une enquête transparente et des résultats publics, plus de 800 cas avaient été signalés dans 52 établissements scolaires. En réalité, il est très difficile de connaître réellement l’ampleur de ces attaques dont tout laisse à penser qu’elles sont minimisées par un régime qui réprime de la manière la plus sanglante toute contestation à son encontre.

Dans un premier temps, le Ministre de l’Intérieur iranien a déclaré que ces empoisonnements seraient commis par « des forces étrangères » hostiles au régime... d’autres officiels ont évoqué la responsabilité d’extrémistes religieux qui voudraient fermer les écoles de filles. Le gouvernement a même été jusqu’à faire porter la responsabilité aux victimes accusées de « créer le désordre dans leurs établissements scolaires ». Ah bon ?

Cette vague d’empoisonnements s’est comme par hasard déclenchée alors que l’Iran est traversé par un mouvement historique et inédit de contestation depuis la mort, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, jeune iranienne d’origine kurde, suite à son arrestation par la police des mœurs pour un voile soi-disant mal porté. Selon l’opposition, qui qualifie ces attaques toxiques d’« acte de guerre » contre une partie de sa population, elles seraient le fait du gouvernement des Mollahs et auraient pour but d’étouffer ce mouvement rassemblé autour du slogan « Femmes, vie, liberté », en intimidant les jeunes filles qui ont été en première ligne des manifestations, enlevant leur voile et le brûlant en public, hurlant et taguant des slogans anti-régime dans leurs écoles.

Le gouvernement continue de nier sa responsabilité, attribuant maintenant ces « malaises » à des rumeurs ou à des problèmes psychologiques chez les élèves alors que ces empoisonnements en série dans les écoles et conservatoires de filles, se poursuivent tous les jours en Iran¹, mettant en danger la vie de centaines de jeunes femmes et jeunes filles dans un silence quasi absolu. Les autorités sanitaires du pays, pourtant en phase avec le régime, ont déclaré récemment que le nombre d'élèves touchés se situerait entre 5 000 et 13 000 et ce nombre augmente en réalité tous les jours.

Le régime n'a cependant pris aucune mesure significative pour mettre fin à ces attaques chimiques. Il a déclaré avoir arrêté une centaine de personnes. Quelques-unes sont apparues à la télévision pour faire des aveux extorqués manifestement sous la torture, pratiquée massivement par le régime des mollahs. Et, quoiqu'il en soit, ces arrestations n'ont rien stoppé... À ce jour (22 mai 2023) des attaques chimiques ont été recensées dans 700 écoles de filles et plus de 160 villes à travers l'Iran et selon des réseaux sociaux d'opposition, elles auraient entraîné au moins 5 décès depuis février.

Certaines élèves d'une école de Kermanschah (ouest de l'Iran), attaquée le 3 mai, ont déclaré avoir vu un drone larguer une bougie fumante dans la cour de l'école tandis que d'autres ont affirmé avoir été menacées par la police dans leur lycée après l'attaque. Ailleurs, les autorités scolaires ont fermé les portes de l'école pour empêcher les parents d'entrer...

La répression sanglante contre le mouvement « Femmes, vie, liberté » se poursuit et s'aggrave terriblement en Iran avec des exécutions désormais à la chaîne, un nombre de prisonniers et prisonnières politiques exponentiel. En France, un collectif d'associations² a appelé à demander l'arrêt immédiat des exécutions en Iran et l'abolition universelle de la peine de mort. De leur côté, des élu-e-s se mobilisent pour parrainer ou marrainer un prisonnier ou une prisonnière politique. Nous devons exiger plus de courage politique de la part de nos gouvernants pour mettre fin à ce massacre.

Christine Villeneuve
ELLES AUSSI/AFD

¹ Selon l'association « Ensemble contre la peine de mort » présidée par Robert Badinter, ce chiffre serait plutôt de 400 exécutions depuis le début de l'année 2023, tous prisonniers confondus (de droit commun et politiques).

¹ Source : <https://Women.ncr-iran.org>

² A l'initiative de Iran Justice, Neda d'Iran, Queers and Feminists for Iran Liberation, Azadi for Iran et soutenu par le Collectif des soignants francoiraniens, Ordre du barreau de Paris, Conseil national des Barreaux, Ligue des droits de l'homme, FIDH, Ligue de défense des droits de l'homme en Iran (LDDHI), Ensemble contre la Peine de Mort, Syndicat des avocats de France, Amnesty France, Alliance des femmes pour la démocratie...